



VILLE DE BOULOGNE ~ BILLANCOURT

N° 17

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

Objet mis en délibération : Calcul dématérialisé du quotient familial - migration de l'API Particulier vers l'API Impôt Particulier - demande d'habilitation à la DGFIP pour l'API impôt particulier

CONSEIL MUNICIPAL DU 1 DÉCEMBRE 2022

Le jeudi 1 décembre 2022 à 18h00, les membres du Conseil Municipal de la ville de Boulogne-Billancourt se sont réunis dans la Salle du Conseil, sous la présidence de M. Pierre-Christophe BAGUET, Maire, pour la séance à laquelle ils ont été convoqués par le Maire individuellement et par écrit le 25 novembre 2022.

ETAIENT PRESENTS : 48

Monsieur Pierre-Christophe BAGUET, Mme Marie-Laure GODIN, Monsieur Pascal LOUAP, Madame Jeanne DEFRANOUX, Monsieur Michel AMAR, Monsieur Bertrand-Pierre GALEY, Madame Sandy VETILLART, Monsieur Philippe TELLINI, Madame Isaure DE BEAUVAL, Monsieur Pierre DENIZIOT, Madame Elisabeth DE MAISTRE, Monsieur Jean-Claude MARQUEZ, Madame Emmanuelle CORNET-RICQUEBOURG, Monsieur Claude ROCHER, Madame Armelle GENDARME, Monsieur Emmanuel BAVIERE, Madame Stéphanie MOLTON, Monsieur Alain MATHIOUDAKIS, Madame Blandine DE JOUSSINEAU, Monsieur Thomas CLEMENT, Madame Marie-Josée ROUZIC-RIBES, Monsieur Olivier CARAGE, Monsieur André DE BUSSY, Monsieur Maurice GILLE, Monsieur Sidi DAHMANI, Madame Emmanuelle BONNEHON, Madame Joumana SELFANI, Monsieur Nicolas MARGUERAT, Madame Dorine BOURNETON, Madame Marie-Laure FOUASSIER, Madame Cathy VEILLET, Madame Charlotte LUKSENBERG, Monsieur Philippe MARAVAL, Monsieur Bertrand AUCLAIR, Madame Marie THOMAS, Madame Laurence DICKO, Madame Christine LAVARDE-BOEDA, Monsieur Guillaume BAZIN, Monsieur Yann-Maël LARHER, Madame Agathe RINAUDO, Madame Constance PELAPRAT, Monsieur Denys ALAPETITE, Madame Clémence MAZEAUD, Monsieur Antoine DE JERPHANION, Monsieur Evangelos VATZIAS, Madame Baï-Audrey ACHIDI, Madame Judith SHAN, Monsieur Rémi LESCOEUR.

EXCUSES REPRESENTE(S) : 7

Madame Béatrice BELLIARD qui a donné pouvoir à Mme Emmanuelle CORNET-RICQUEBOURG, Monsieur Vittorio BACCHETTA qui a donné pouvoir à Mme Jeanne DEFRANOUX, Monsieur Sébastien POIDATZ qui a donné pouvoir à Mme Blandine DE JOUSSINEAU, Madame Marie-Noëlle CHAROY qui a donné pouvoir à Mme Armelle GENDARME, Monsieur Hilaire MULTON qui a donné pouvoir à M. Antoine DE JERPHANION, Monsieur Bertrand RUTILY qui a donné pouvoir à Mme Judith SHAN, Madame Pauline RAPILLY-FERNIOT qui a donné pouvoir à M. Rémi LESCOEUR.

Madame Constance PELAPRAT a été désigné(e) en qualité de secrétaire de séance.

M. Michel AMAR, Maire-adjoint, rapporteur.

« Mes chers collègues,

Dans un souci de simplification et d'amélioration des démarches administratives, la Ville propose aux familles, depuis 2020, la mise à jour dématérialisée de leur quotient familial. Le revenu fiscal de référence (RFR), donnée fiscale certifiée et détenue par la DGFIP, est transmis grâce à l'interface API particulier, développée par la direction interministérielle du numérique (DINUM). Plus de 6000 familles ont réalisé pour cette rentrée scolaire la mise à jour de leur quotient familial en suivant ce procédé.

En parallèle, la DGFIP a publié depuis 2016, plusieurs interfaces dont « API Impôt particulier » qui donne l'accès aux mêmes données fiscales. Dans un souci d'efficacité, la DGFIP a annoncé qu'elle cesserait d'alimenter en données fiscales, l'API particulier de la DINUM courant 2023.

La Ville doit migrer vers l' « API Impôt particulier » de la DGFIP, pour collecter les mêmes données fiscales.

La nouvelle procédure de mise à jour du quotient familial sera limitée à la demande et à l'accord express des familles, des conditions d'utilisation de ces données sensibles, sans en avoir la visualisation.

Les données fiscales ont en effet un caractère sensible et sont donc d'accès restreint conformément au code des relations entre le public et l'administration (CRPA). Notamment, son article 114-8 encadre la circulation de ces données sur 3 aspects : le respect de la protection des données personnelles (RGPD), un fondement réglementaire de leur usage (cf. délibération tarifaire définissant des quotients familiaux calculés à partir du RFR) et la transparence vis-à-vis des usagers sur la démarche engagée entre la Ville et la DGFIP.

Il est proposé d'autoriser le Maire à demander l'habilitation à la DGFIP pour l'accès aux données fiscales avec l'interface « API Impôt particulier », et d'approuver les conditions générales d'utilisation de ces interfaces respectives annexées à la présente délibération. »

LE CONSEIL,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code des relations entre le public et l'administration et en particulier son article 114-8,

Vu la loi n°2018-493 relative à la protection des données personnelles, de transposition du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données,

Vu la délibération n° 27 du conseil municipal du 19 décembre 2019 relative à la dématérialisation du calcul du quotient familial,

Vu la délibération n°7 du conseil municipal du 7 juillet 2022 relative à la mise à jour du règlement intérieur des inscriptions et facturations aux activités municipales,

Vu l'avis de la Commission des Affaires Générales et Sociales du 28 novembre 2022,

Vu l'avis de la Commission des Finances et des Affaires Economiques du 28 novembre 2022,

Sur l'exposé qui précède.

DÉLIBÈRE

Article 1 : Le Maire est autorisé à demander l'habilitation à la DGFIP pour la transmission des données fiscales via le module API impôt particulier, en vue de simplifier les démarches pour les citoyens, en dématérialisant le calcul du quotient familial basé sur le revenu fiscal de référence (RFR) avec l'accord express des familles.

Article 2 : Les données fiscales transmises via l'API Impôt particulier sont les suivantes :

Contrôle de l'identité	Date recouvrement
Déclarant 1 : Nom	Date établissement
Déclarant 1 : Nom de naissance	Nb de parts
Déclarant 1 : Prénoms	Situation famille
Déclarant 1 : Date de naissance	Nb personne charge
Déclarant 2 : Nom	Revenu brut global
Déclarant 2 : Nom de naissance	Revenu imposable
Déclarant 2 : Prénoms	Revenu fiscal de référence
Déclarant 2 : Date de naissance	Foyer fiscal année
	Foyer fiscal adresse
	Année impôt
	Année revenu

Article 3 : Les conditions générales d'utilisation de l'API Impôt particulier, annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Article 4 : le maire est autorisé à signer les actes afférents aux habilitations.

Adopté à l'unanimité

Pour : 55

Et ont les membres présents, signé au registre après lecture.

Transmis en préfecture le 6 décembre 2022
N° 092-219200128-20221201-136045-DE-1-1

Pour copie conforme,
le Maire,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'P. Laguet', written over a horizontal line.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Conditions générales d'utilisation de l'API Impôt particulier
sans connexion FranceConnect
(environnement de bac à sable)**

Date de publication : 25 septembre 2020



Table des matières

1. Objet.....	3
2. Contexte et présentation du dispositif.....	3
2.1 Présentation du dispositif.....	3
2.2 Rôle des acteurs intervenant dans le dispositif d'échange de données.....	4
3. Conditions d'accessibilité au dispositif.....	4
3.1 Conditions juridiques.....	4
3.2 Déclaration d'accomplissement des formalités relatives à la protection des données à caractère personnel.....	5
3.3 Homologation de sécurité.....	5
4. Description du dispositif de transmission des données.....	5
5. Les engagements des parties.....	6
5.1 Obligations du fournisseur de données.....	6
5.2 Obligations du fournisseur de service.....	6
6. Coût du service.....	6
7. Sécurité.....	7
8. Gestion des mises en production.....	8
8.1 Mise à disposition d'une boîte aux lettres fonctionnelle.....	8
8.2 Suivi des mises en production.....	8
9. Les critères DICPA.....	9
10. Qualité du service.....	11
11. Suspension du service.....	11
12. Durée des conditions générales d'utilisation.....	11
13. Modification des conditions générales d'utilisation et modalités de résiliation	12
14. Loi applicable et litiges.....	12

1. Objet

Les présentes conditions générales d'utilisation (CGU) ont pour objet de définir les conditions d'utilisation de l'environnement de bac à sable de l'API Impôt particulier de la Direction Générale des Finances Publiques (ci-après dénommée « DGFIP ») sans recourir au téléservice FranceConnect.

L'API Impôt particulier est une interface permettant l'échange de données fiscales entre la DGFIP et un partenaire conventionné (administration, collectivité, établissement bancaire...).

Elle met ainsi à disposition certaines données fiscales strictement utiles au partenaire conventionné dans le cadre de l'exercice de ses missions.

Le raccordement à l'API Impôt particulier nécessite de manière cumulative :

- la saisie, par le partenaire conventionné, dans le formulaire de souscription en ligne « Data Pass », des données exactes et strictement nécessaires à la réalisation de la démarche ;
- la validation, par la DGFIP, des informations précisées dans le formulaire de souscription en ligne « Data Pass » du site api.gouv.fr ;
- l'acceptation pleine et entière, ainsi que le respect des conditions générales d'utilisation telles que décrites ci-après.

Les données saisies dans le formulaire Data Pass validé ainsi que l'acceptation des conditions générales d'utilisation valent convention entre la DGFIP et le partenaire conventionné.

2. Contexte et présentation du dispositif

2.1 Présentation du dispositif

Le programme « Dites-Le Nous Une Fois » vise à simplifier les démarches administratives et à améliorer les relations entre les usagers et l'administration, en les dispensant d'avoir à fournir plusieurs fois la même information à différentes administrations.

Il s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des articles L. 114-8 et suivants du Code des Relations entre le Public et l'Administration (CRPA) relatifs aux échanges de données entre administrations, créés par l'ordonnance n°2015-1341 du 23 octobre 2015, modifié par la loi n°2016-1321 du 7 octobre 2016 - art. 91.

L'interface (ou API) Impôt particulier s'inscrit dans ce programme qui vise à encourager et à valoriser :

- la simplification des démarches administratives ;
- l'émergence de nouveaux services aux usagers ;
- l'échange de données détenues par les administrations.

La transmission de données par le biais de ce dispositif se fonde ainsi sur les textes suivants :

- les articles L114-8, R114-9-3, R114-9-4 du Code des Relations entre le Public et l'Administration ;

- le décret n° 2019-33 du 18 janvier 2019, fixant la liste des pièces justificatives que le public n'est plus tenu de produire à l'appui des procédures administratives ;
- le décret n° 2019-31 du 18 janvier 2019 relatif aux échanges d'informations et de données entre administrations dans le cadre des démarches administratives ;
- tout texte législatif ou réglementaire permettant de justifier que le fournisseur de service ait accès aux données.

2.2 Rôle des acteurs intervenant dans le dispositif d'échange de données

2.2.1 Rôle du fournisseur de données

Le fournisseur de données est chargé de transmettre un ensemble d'informations à un fournisseur de service dûment habilité sous réserve de la nécessité d'accéder auxdites informations, justifiée par un texte législatif ou réglementaire.

Dans le cadre de l'accès à l'API Impôt particulier, la DGFIP, est le fournisseur de données.

2.2.2 Rôle du fournisseur de service

Le partenaire conventionné (administration publique, collectivité locale, établissement bancaire...) qui sollicite le raccordement à l'API Impôt particulier dans le cadre des démarches en ligne qui sont proposées à l'utilisateur est le fournisseur de service.

3. Conditions d'accessibilité au dispositif

La demande d'accès à l'API Impôt Particulier en dehors du téléservice FranceConnect se réalise sur le site www.api.gouv.fr par le biais du formulaire « Data Pass » hors mode FranceConnect. Elle nécessite la création d'un compte sur le site internet précité et le remplissage du formulaire de souscription en ligne. Les présentes conditions générales d'utilisation n'ont pas vocation à couvrir l'utilisation dudit site internet.

3.1 Conditions juridiques

L'accès au dispositif API Impôt Particulier, sans recourir au téléservice FranceConnect, est soumis à deux conditions cumulatives :

- la ou les information(s) recherchée(s) par le fournisseur de service doivent être strictement nécessaires au traitement d'une demande ou d'une déclaration d'un usager transmise en application d'un texte législatif ou réglementaire justifiant l'accès auxdites informations ;
- la demande ou déclaration en cause relève de l'un des domaines mentionnés à l'article R 114-9-4 du CRPA.

Les démarches concernées sont celles qui interviennent dans les domaines suivants :

- 1° Consommation, notamment assurances, banques, surendettement, épargne ;
- 2° Enseignement et études supérieures ;
- 3° Emploi, chômage, formation, santé et sécurité au travail, rupture contractuelle des relations de travail ;

4° Famille, notamment enfance, protection des personnes, succession, union et séparation ;

5° Identité, notamment état civil, titres d'identité sous réserve des dispositions de l'article R. 113-9, et élections ;

6° Impôts, taxes et droits de douane ;

7° Justice, notamment aide juridictionnelle ;

8° Logement et urbanisme, notamment les procédures relatives à l'achat d'un bien et aux aides financières y afférentes, copropriété, location et protection de l'habitat ;

9° Santé et solidarité, notamment aides sociales, handicap, perte d'autonomie, retraite, sécurité sociale et soins ;

10° Transport, notamment cartes de transport et permis de conduire.

Le fournisseur de service sollicitant le raccordement au dispositif doit être autorisé à demander et exploiter les données fiscales dans le cadre de l'instruction de démarches administratives.

À ce titre, un texte législatif ou réglementaire doit justifier l'accès à de telles données, être communiqué dans le cadre de la procédure de raccordement au fournisseur des données qui opère une analyse juridique systématique afin de déterminer si le partenaire conventionné est habilité à connaître ces données dans le cadre de ses missions.

Les textes justifiant l'accès aux données seront communiqués au fournisseur de données ainsi que la démarche concernée, le périmètre des données qui feront l'objet de l'échange, la durée et la volumétrie.

3.2 Déclaration d'accomplissement des formalités relatives à la protection des données à caractère personnel

Le fournisseur de service devra, en amont du raccordement, déclarer au fournisseur de données l'accomplissement des formalités en matière de protection des données à caractère personnel, en cochant la case à cet effet dans le formulaire de souscription en ligne « Data Pass ».

3.3 Homologation de sécurité

L'homologation de sécurité du fournisseur de service devra être prononcée avant l'effectivité des échanges en production.

Le procès-verbal d'homologation sera demandé par le fournisseur de données avant toute mise en production.

4. Description du dispositif de transmission des données

Le fournisseur de service peut interroger le fournisseur de données à partir d'un état civil ou d'un identifiant fiscal (ci-après le « SPI »).

Si l'interrogation du fournisseur de données se fait avec un état civil, le fournisseur de service devra le solliciter en effectuant deux appels de services successifs différents afin

de récupérer, d'une part, le SPI et, d'autre part, les données fiscales. Le fournisseur de service s'engage à ne pas stocker le SPI dans son système d'informations, sauf cadre juridique l'y autorisant.

Par ailleurs, sur la plateforme de gestion des API du fournisseur de données (API Management), le fournisseur de service devra souscrire à deux API.

L'accès à l'API s'effectue via l'API Management (APIM) qui constitue la plateforme de gestion des APIs de la DGFIP. L'APIM offre aux utilisateurs des APIs DGFIP des environnements de test pour toutes les API et sécurise les appels effectués. Un compte d'accès à cette plateforme sera généré et notifié au responsable technique mentionné dans le formulaire de souscription.

5. Les engagements des parties

5.1 Obligations du fournisseur de données

En tant que fournisseur de données, la DGFIP s'engage à transmettre, pour l'utilisateur concerné, les seules données autorisées pour le cas d'usage concerné selon les modalités décrites dans la documentation fonctionnelle et technique de l'API Impôt particulier (publiée sur le « store » APIM).

À ce titre, elle est chargée d'instruire chaque demande de raccordement à l'API pour vérifier que ladite demande est éligible au dispositif. Elle doit notamment apprécier le caractère nécessaire des données au regard des conditions prévues par le texte législatif ou réglementaire régissant la procédure en cause.

Par ailleurs, le fournisseur de données s'engage à fournir à ses partenaires toute information utile et nécessaire en cas d'événement de sécurité dans les meilleurs délais.

5.2 Obligations du fournisseur de service

Il incombe au fournisseur de service de s'assurer de l'absence de stockage du SPI au-delà du temps nécessaire au traitement de la demande de l'utilisateur.

Il appartient au fournisseur de service d'informer par écrit ses partenaires en cas de délégations de service ou recours à des contrats de sous-traitance dans le cadre de la mise en place de son téléservice. L'information devant intervenir avant la mise en œuvre de la délégation de service ou la sous-traitance.

Le fournisseur de service devra également fournir par écrit au fournisseur de données toute information utile et nécessaire en cas d'événement de sécurité dans les meilleurs délais.

6. Coût du service

Aucune contrepartie financière n'est demandée par l'une ou l'autre des parties dans le cadre des échanges de données proposés par l'API Impôt particulier.

7. Sécurité

Dans le cadre des dispositions légales et réglementaires en matière de protection du secret, le fournisseur de service s'engage à prendre toutes les mesures utiles pour assurer la protection absolue des données ou supports protégés qui peuvent être détenus ou échangés par les parties.

Un engagement particulier doit être pris sur les points suivants :

- les spécifications de sécurité du protocole OAuth 2.0 doivent être respectées dans l'implémentation des différentes briques du dispositif : <https://tools.ietf.org/html/rfc6749> ;
- l'homologation du téléservice doit s'appuyer sur une analyse de risques et des audits de sécurité réguliers prenant en compte les spécifications du protocole OAuth2.0 ;
- les parties doivent s'engager à couvrir les risques portant sur leur SI et corriger les vulnérabilités détectées ; en cas de vulnérabilité majeure, la partie concernée s'engage à ne pas mettre la brique applicative en production ;
- les parties doivent s'engager à mettre en œuvre des systèmes de détection d'événements de sécurité et à opérer une surveillance organisée de ces événements de sécurité ;
- les engagements en termes de sécurité des différentes parties pourront être vérifiés par l'ANSSI ; les livrables des audits et le suivi de ces audits doivent être fournis sur sa demande.

Le partenaire conventionné est responsable des informations traitées dans le cadre du service, et à ce titre s'engage à respecter les obligations inhérentes à ce traitement, notamment celles relevant de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Dans le cadre du RGS, le partenaire conventionné veillera à procéder à l'homologation de sécurité du téléservice qui permet de demander les données fiscales (ordonnance n°2005-1516 du 8 décembre 2005, décret n°2010-112 du 2 février 2010).

L'homologation de sécurité de chacun des composants devra avoir été réalisée (DGFIP et partenaire conventionné) avant toute mise en production.

Les différentes parties s'engagent par ailleurs à mettre en place un processus de gestion des incidents de sécurité, avec les phases suivantes :

- Mesures de réponses immédiates : ex. isolation, coupure du service
- Investigations :
 - rassemblement et préservation de toutes les informations disponibles pour permettre les investigations, notamment obtention des journaux couvrant la période d'investigation ;
 - détermination du périmètre ;
 - qualification de l'incident, identification du fait générateur et analyse d'impact.
- Traitement :
 - le cas échéant, activation d'une cellule de crise ;

- restrictions temporaires d'accès ;
- actions d'alerte (RSSI) réciproques et de communication.
- Résolution de l'incident :
 - analyse de l'incident de sécurité pour détermination de la cause, correction ;
 - vérification avant remise en service que l'élément malveillant a été supprimé et que les éventuelles vulnérabilités sont corrigées ;
- Le cas échéant : suites judiciaires (dépôt de plainte).

La mise en œuvre d'un tel processus implique au préalable :

- la mise en place de dispositifs permettant la détection d'intrusions, la corrélation d'événements de sécurité, la surveillance du SI (comportements anormaux) ;
- une revue des incidents faite régulièrement pour quantifier et surveiller les différents types d'incidents ;
- la mise en place d'une politique de journalisation ;
- la définition des acteurs, des circuits d'alerte, la sensibilisation des différents acteurs (utilisateurs, des exploitants ...) ;
- des tests des processus d'alerte.

8. Gestion des mises en production

8.1 Mise à disposition d'une boîte aux lettres fonctionnelle

8.1.1 Contact API Impôt particulier

Une boîte aux lettres fonctionnelle est mise à disposition pour toutes questions d'assistance technique et fonctionnelle :

bureau.capusagers-apimanagement@dgfip.finances.gouv.fr

8.1.2 Contact Pôle données

Pour toute question liée à la demande de souscription à l'API Impôt particulier, une boîte aux lettres fonctionnelle est à disposition bureau.capusagers-pole.donnees-dgfip@dgfip.finances.gouv.fr

8.1.3 Contact du FS

Le FS précise les contacts à privilégier dans le cadre de sa demande de raccordement à l'API Impôt particulier formulée sur le formulaire « Data Pass ».

8.2 Suivi des mises en production

Il n'y a pas d'outil partagé entre les partenaires sur le suivi des mises en production (MEP). Ce partage est assuré obligatoirement par une communication écrite par courriel. L'usage du téléphone entre les parties pour la programmation des mises en production est à réserver aux situations d'urgence. Les changements doivent être annoncés 14 jours ouvrés avant leur application en conditions nominales et 7 jours ouvrés avant leur application en conditions d'urgence.

Les deux parties s'engagent à ne pas communiquer aux usagers les points de contact décrit dans le présent document. Suivi des mises en production du FD seul.

En matière d'information préalable sur les interventions programmées susceptibles de générer une indisponibilité ou une perturbation des applications, la DGFIP est dotée de l'outil GESIP (Gestionnaire des interventions programmées).

Plus précisément, l'outil vise à informer et à instruire les impacts des interventions sur la production. Son utilisation doit être systématique pour :

- l'ensemble des actions sur l'exploitation susceptible de générer une interruption de service ou d'avoir un impact sur la production (directement ou indirectement)
- toutes les interventions planifiées portant sur les infrastructures, qu'elles entraînent ou non une interruption de service
- l'ensemble des paliers majeurs prévus.

9. Les critères DICPA

La sous-direction Études et Développements (Bureau SI-1A) a défini une méthode d'intégration de la sécurité dans les projets (démarche ISP).

Cette démarche comporte notamment une phase de sensibilisation globale de la sécurité du projet qui permet aux acteurs métiers de mesurer la sensibilité globale du projet en termes de disponibilité, intégrité, confidentialité, preuve et contrôle et anonymat (DICPA).

La sensibilité du projet (SGP) sur le périmètre d'analyse est alors évaluée à l'aide des critères de sécurité et se traduit par un unique profil DICPA. Ce profil correspond à l'évaluation des niveaux de service de la sécurité qu'il requiert pour chacun de ces critères.

S'agissant du projet API Impôt particulier- Fournisseur de données le profil DICPA est le suivant :

D = 3-24h	I = 3	C = 3	P = 2	A = 3
-----------	-------	-------	-------	-------

Niveau de service	1 Élémentaire	2 Important	3 Fort	4 Stratégique
DISPONIBILITE	D1	D2	D 3	D4
	Interruption acceptable au delà de 5 jours. Pas de remise en cause des services essentiels du SI. Interruption =] 5 jours ; 15 jours]	La fonction ou le service ne doit pas être interrompu plus de 5 jours. Les conséquences sur les services essentiels du SI sont importantes. Interruption =] 48 heures ; 5 jours]	La fonction ou le service ne doit pas être interrompu plus de 48 heures. Les conséquences sur les services essentiels du SI sont graves. Interruption =] 4 heures ; 48 heures]	Le service doit toujours être fourni. Haute disponibilité requise. [0 ; 4 heures]
INTEGRITE	I 1	I 2	I 3	I 4
	Atteinte à l'intégrité des fonctions ou informations manipulées, acceptée si détectée et signalée.	Atteinte à l'intégrité des fonctions ou informations manipulées, tolérée si détectée, signalée et corrigée dans un délai raisonnable.	Atteinte à l'intégrité des fonctions ou informations manipulées, tolérée si arrêt immédiat des opérations jusqu'au rétablissement de l'intégrité. Garantie constante de l'intégrité des fonctions ou informations manipulées.	Atteinte à l'intégrité des fonctions ou informations manipulées, inacceptable. Les fonctions et informations doivent être toujours intègres.
CONFIDENTIALITE	C 1	C 2	C 3	C 4
	Informations pouvant être communiquées à tout public.	Informations nécessitant une diffusion restreinte aux acteurs de la DGFIP .	Informations accessibles uniquement à des populations identifiées, authentifiées et habilitées.	Informations accessibles uniquement à des personnes habilitées et authentifiées de manière forte au travers de dispositifs de sécurité renforcés.
PREUVE ET CONTROLE	P 1	P 2	P 3	P 4
	Éléments de preuve non nécessaire.	Éléments de preuve nécessaires avec mise à disposition dans un délai raisonnable. Exploitation de logs « techniques » traduisant un niveau de trace « simple ».	Éléments de preuve nécessaires avec mise à disposition rapide. Exploitation de traces dites « fonctionnelles » ou « métier » traduisant un niveau de trace "détaillée".	Éléments de preuve indispensables permettant d'apporter des éléments sur la réalisation d'une opération par un acteur extérieur à la DGFIP.
ANONYMAT	A 1	A 2	A 3	A 4
	Aucune donnée nominative identifiée.	Traitement de données nominatives internes à la DGFIP : - Pas d'exploitation à des fins métier autres que celles prévues initialement ;	Traitement de données nominatives externes à la DGFIP : - Pas d'exploitation à des fins métier autres que celles prévues initialement ;	Besoin d'anonymat avéré : - Interdiction d'utiliser et d'exploiter des données directement ou indirectement nominatives ;

10. Qualité du service

Le niveau de disponibilité est dit "fort" au sens DGFIP. Ainsi, les exigences pour ce niveau de disponibilité sont les suivantes :

- API Impôt particulier : ouvert toute l'année ;
- Périodes sensibles identifiées : période de la télédéclaration (mi-avril à mi-juin) ;
- Plages d'ouverture du service : 24h/24h, 7/7j ;
- Offre de couverture de service de la DGFIP : 7h-20h ;
- Offre de couverture de service et le taux de disponibilité du téléservice est précisé par le partenaire conventionné lors de sa demande de raccordement à l'API Impôt particulier.

La mesure du taux de disponibilité se fait sur la plage d'ouverture du service, que les indisponibilités soient programmées ou non.

- Pas de besoin d'astreintes les soirs et les week-ends ;
- Garantie du temps de rétablissement en cas d'incident estimée à 24 heures ouvrées (une fois par trimestre) ;
- Perte maximale de données tolérable estimée à 24 heures ;
- Taux de disponibilité des plages de couverture : 97,16 %.

11. Suspension du service

Le fournisseur de données, en cas d'utilisation abusive du service, de manquement aux présentes conditions générales d'utilisation ou d'incident de sécurité, se réserve le droit de suspendre et/ou restreindre l'échange de données ayant lieu avec le fournisseur de service.

En pareil hypothèse, le fournisseur de service en sera dûment averti par écrit et dans les meilleurs délais.

12. Durée des conditions générales d'utilisation

Les présentes conditions générales d'utilisation entrent en vigueur dès leur acceptation et demeurent applicables pendant toute la durée de l'échange de données et ce, jusqu'à son terme. Le fournisseur de service peut bénéficier de l'échange de données tant que les données sont nécessaires au traitement de la demande de l'utilisateur et que le texte juridique ou réglementaire qu'il fait valoir pour justifier l'accès à ces données est applicable, dans le cas contraire, celui-ci s'engage à en informer le fournisseur de données selon les modalités décrites à l'article 27.

13. Modification des conditions générales d'utilisation et modalités de résiliation

Toute modification des conditions générales d'utilisation fera l'objet d'une information auprès de la partie impactée avant que la modification ne soit effectuée.

Si une ou plusieurs des clauses des présentes conditions générales d'utilisation venai(en)t à être déclarée(s) nulle(s) en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive rendue par une juridiction compétente, les autres clauses des conditions générales conserveraient leur force obligatoire dans la limite de ladite décision.

Par ailleurs, si l'une des parties souhaite mettre fin à l'échange de données avec l'API Impôt particulier, elle en informe l'autre partie par écrit, en indiquant les motifs de sa décision.

Un préavis de deux mois est alors nécessaire avant que la résiliation ne soit pleinement effective. Durant cette période, l'échange de données via l'API Impôt particulier est maintenu conformément aux présentes conditions générales d'utilisation.

Cette disposition ne couvre pas le cas particulier d'une situation où un problème de sécurité chez l'une des parties serait détecté.

14. Loi applicable et litiges

Les présentes conditions générales d'utilisation en langue française seront exécutées et interprétées conformément au droit français.

Tout litige qui ne pourra faire l'objet d'un règlement amiable sera soumis à la juridiction compétente.